



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

## CONTENU

|   |   |
|---|---|
| <b>Notre analyse</b> .....  | 1 |
| <b>Politique commerciale américaine</b>   |   |
| Escalade dans le débat sur le renouvellement du TAA .....   | 2 |
| Doha : Un accord à tout prix ? .....  | 4 |
| APEC : Les États-Unis ont le regard rivé à l'ouest ! .....  | 5 |
| <b>Relations commerciales</b>   |   |
| Dialogue stratégique et économique sino-américain : La Chine s'engage à libéraliser certaines pratiques controversées ..... | 6 |
| <b>Commerce international</b>   |   |
| Assistons-nous à une croissance des mesures protectionnistes dans le monde ? .....  | 7 |
| <b>Études économiques et articles connexes</b> .....  | 9 |

### Bienvenue au nouveau format de la Chronique commerciale américaine

La Chronique commerciale américaine sera dorénavant publiée de façon mensuelle. Ce nouveau format permettra un niveau d'analyse plus approfondi de l'actualité sans sacrifier la diversité de l'information traitée. Le but est toujours le même : offrir une veille informationnelle de qualité en français sur les enjeux et les tendances de la politique commerciale des États-Unis. De plus, nous continuerons d'apporter une attention particulière aux débats sur les questions de propriété intellectuelle, d'investissement et des normes du travail dans le cadre des accords commerciaux américains, ainsi que sur les principaux événements marquant le commerce international et les institutions qui l'encadrent.

*Notre analyse* : La tension est à son comble entre républicains et démocrates alors que la fracture idéologique qui sépare les deux partis apparaît au grand jour à propos de l'extension de la limite de la dette américaine. Au niveau de la politique commerciale, les républicains font pression sur l'Administration pour la contraindre à déposer au Congrès les trois accords de libre-échange négociés par l'Administration Bush et qui attendent toujours d'être ratifiés par le Congrès pour entrer en vigueur. Pour forcer la main de l'Administration Obama, les élus républicains entendent bien s'opposer au renouvellement du programme d'aide à l'ajustement au commerce (TAA).

Sur la scène internationale, les États-Unis semblent maintenant prêts à abandonner formellement les négociations multilatérales du cycle de Doha. Une entente, même cosmétique, apparaît aujourd'hui de moins en moins probable alors que pays développés et puissances émergentes n'arrivent pas à trouver un compromis global satisfaisant.

Sans agenda commercial multilatéral, déchirée par les débats internes, l'approche régionale pourrait être l'exutoire de la politique commerciale des États-Unis. Le Partenariat transpacifique (TPP) émerge progressivement comme le prochain modèle de libéralisation commerciale à l'américaine. S'il maintient ses promesses, cet accord pourrait donner le ton à une intégration régionale asiatique dans laquelle les États-Unis trouveraient leur place.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

### Politique commerciale américaine

#### Escalade dans le débat sur le renouvellement du TAA

Le débat entourant le passage des trois accords de libre-échange (ALE) issus de l'ère Bush avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie paralyse depuis des mois la politique commerciale américaine. L'Administration Obama, qui a fait de cette question une priorité, exige cependant des élus républicains qu'ils renouvellent le programme d'aide à l'ajustement au commerce (*Trade Adjustment Assistance*, TAA) avant d'aller de l'avant avec le dépôt des ALE au Congrès. Les élus républicains apparaissent divisés sur la question qui révèle la faille idéologique entre les deux partis. L'Administration Obama et les élus républicains voudraient pourtant voir les ALE ratifiés par le Congrès en 2011. Officiellement, l'Administration attend de la Colombie qu'elle respecte les exigences de la deuxième étape de la feuille de route et atteste de ses progrès en matière d'application des droits du travail avant d'aller de l'avant avec le dépôt des ALE. Cependant, l'on sait d'ores et déjà que le dossier restera clos tant et aussi longtemps qu'un compromis sur le renouvellement du TAA n'est pas conclu. La demande républicaine de procéder à la ratification des ALE avant la fin de la session d'été apparaît maintenant de moins en moins réaliste. Les congressistes démocrates vont encore plus loin que l'Administration et exigent, presque à l'unanimité,<sup>1</sup> que le TAA soit renouvelé dans sa version de 2009 avant de considérer le passage des ALE. Les élus républicains, quant à eux, refusent catégoriquement de renouveler le TAA dans sa version de 2009. Les plus à droite vont jusqu'à rejeter en bloc le renouvellement du programme. Ils veulent débattre du TAA en dehors du contexte du passage des ALE.

*« Nous sommes d'accord avec [la décision du Président Obama] et croyons que le renouvellement du TAA qui fait partie des programmes sociaux destinés à aider la classe moyenne, doit être une condition préalable au passage des ALE. »*

*– Lettre de 41 sénateurs démocrates au Président Obama, 23 mai 2011.*



Les sénateurs Max Baucus (à gauche) et Orrin Hatch (à droite) incarnent le débat tranché entre démocrates et républicains au sujet du TAA.

Rappelons les faits. Le TAA est un programme qui a été mis en place en 1962 afin de dédommager et d'aider les travailleurs qui perdent leur emploi à cause de l'ouverture au commerce international. Le programme offre des aides aux chômeurs qui ont été qualifiés sur des périodes plus longues que les programmes habituels de chômage, mais son premier objectif est de leur offrir des programmes de formation, de reclassement et de mobilité. Le programme a été élargi aux travailleurs qui perdent leur emploi pour cause de délocalisation. D'abord réservé aux

travailleurs affectés par l'ALENA, ce volet du programme a été étendu à tous les accords de libre-échange lors du renouvellement de la loi commerciale en 2002. Le programme fut bonifié à cette

<sup>1</sup> Voir la lettre signée par 147 représentants démocrates envoyée à Barack Obama, datée du 19 mai 2011 : [http://www.house.gov/apps/list/press/mi12\\_levin/PR051911.shtml](http://www.house.gov/apps/list/press/mi12_levin/PR051911.shtml)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

occasion, notamment pour couvrir les agriculteurs et offrir certains avantages en matière de sécurité sociale. Il le fut à nouveau lors de son renouvellement en 2009, et ce pour une période de deux ans, arrivée à échéance en janvier 2011. Les bonifications de 2009 sont de trois ordres. Premièrement, le programme est étendu au secteur des services. Deuxièmement, le soutien pour cause de délocalisation s'applique désormais à tous les travailleurs. Troisièmement, les allocations et crédits offerts pour pallier la perte de couverture des programmes privés de soins de santé, sont également bonifiés. Le coût total annuel du programme pour l'année 2010 est d'un peu moins d'un milliard de \$ É-U.

Au fil des ans, le TAA est devenu un enjeu fondamental de la politique commerciale des États-Unis. Aux raisons d'équité sociale et de partage des coûts de l'ajustement commercial viennent s'ajouter d'autres raisons, notamment de marchandage politique entre les deux grands partis. Le débat a toujours été idéologique, opposant les partisans de l'ajustement « naturel » au commerce aux partisans d'un soutien adéquat aux perdants du libre-échange. Cela dit, le TAA est perçu comme un moindre mal : il permet de maintenir l'économie américaine ouverte tout en contenant à peu de frais les pressions protectionnistes. Du moins est-ce l'argument central qui a toujours prévalu. Aujourd'hui tel est beaucoup moins le cas. Le TAA est indissociable de la politique commerciale américaine mais le programme fait l'objet de critiques de plus en plus nombreuses. D'un côté, il y a ceux qui y voient une source de gaspillage de fonds publics et une prime à l'inefficacité ; de l'autre, il y a ceux qui voient les emplois disparaître avec la mondialisation et réclament des mesures de contrôle plus vigoureuses. La crise actuelle ne fait qu'ajouter de l'huile sur le feu.

Le président Obama entend bien poursuivre la même politique d'ouverture que ses prédécesseurs mais comment maintenir le cap sans faire de nouvelles concessions à sa base démocrate ni heurter de front une aile républicaine plus portée au débat idéologique qu'aux compromis ? La fracture partisane est apparue clairement lors de l'audience de la commission sur les Finances du Sénat sur l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et Panama, qui avait lieu le 25 mai. Son président, l'influent sénateur démocrate Max Baucus (D-MT) a déclaré qu'« [...] un renouvellement du TAA doit être fait en tandem avec la ratification des ALE en attente par le Congrès. » Le leader de la minorité républicaine, le Sénateur Orrin Hatch (R-UT), s'est plutôt interrogé sur la nécessité même du programme alors que l'Administration Obama soutient que les ALE avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie créeront des emplois.

*« La Chambre de commerce des États-Unis (USCC) appuie la modernisation et l'expansion de la version du TAA incluse dans l'American Recovery and Reinvestment Act of 2009. »*

*– « Assist Displaced Workers », USCC International Agenda.*

Inquiets devant la tournure des événements et les risques d'enlèvement de la politique commerciale américaine, les groupes de pression de l'industrie s'opposent à la position républicaine. Ils appuient le TAA qui leur permet à la fois de justifier certaines délocalisations, mais qui offre surtout du financement pour la formation d'employés qualifiés qui répondent aux besoins changeants de l'industrie. Par défaut, le programme cautionne la flexibilisation du travail.

Le rapport de force qui se dessine n'est pas encore clair, mais il pourrait bien favoriser les républicains qui contrôlent la Chambre des représentants. L'Administration Obama, qui s'est engagée pleinement dans la promotion des ALE avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie, ne souhaite pas entamer l'année électorale 2012 sans le support des groupes de pression



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

représentant l'industrie, lesquels militent en faveur d'une ratification rapide des ALE. En contrepartie, les élus républicains ont beau jeu de faire porter l'odieux du délai sur les exigences démocrates de renouvellement d'un programme fortement interventionniste. Le discours sur le coût du programme est un leurre. Dans sa version de 2009, il est estimé à 7,2 milliards de \$ É-U sur 10 ans par le gouvernement. Les estimations indépendantes ne l'évaluent pas à plus de 20 milliards de \$ É-U sur la même période, ce qui reste négligeable. Cependant, la prise de position rigide des élus républicains devant toute forme de programme progressiste et l'obsession avec les coupures budgétaires sont extrêmement populaires auprès de la base conservatrice. Dans ces conditions, il faudra beaucoup d'habileté à l'administration Obama pour obtenir l'appui du Congrès, mais son meilleur allié reste paradoxalement l'industrie....

Sources : Vicki Needham, « Debate Heats Up over Passage of Trade Agreements », *The Hill*, 25 mai 2011, en ligne: <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/163225-debate-heats-up-over-passage-of-trade-agreements> ; Vicki Needham, « Hatch Says TAA Doesn't Have Votes to Pass », *The Hill*, 25 mai 2011, en ligne: <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/163521-hatch-says-taa-doesnt-have-votes-to-pass-> ; « Republicans, Democrats Deadlocked on TAA; Baucus Warns of FTA Delay », *Inside US Trade*, vol. 29, no 21, 27 mai 2011 ; Max Baucus, « Baucus Statement on the U.S.-Panama Free Trade Agreement », *Press Release*, 25 mai 2011, en ligne : <http://finance.senate.gov/newsroom/chairman/release/?id=3c7f63c1-f6c8-48be-a528-6da92a6028ac> ; Sherrod Brown, « Sens. Brown, Stabenow, Rockefeller, Casey, Bingaman, Cantwell Lead Group of 41 Senators to Tell President Obama: Hold Firm on Halting Free Trade Agreements Until Trade Adjustment Assistance Is Extended », *Press Release*, 23 mai 2011, en ligne : [http://brown.senate.gov/newsroom/press\\_releases/release/?id=6bc7397f-2b02-453e-acce-4e4c786610fd](http://brown.senate.gov/newsroom/press_releases/release/?id=6bc7397f-2b02-453e-acce-4e4c786610fd) ; USCC, « Assist Displaced Workers », *USCC International Agenda*, page consultée le 2 juin 2011, en ligne : <http://www.uschamber.com/international/agenda/assist-displaced-workers>

### *Doha : Un accord à tout prix ?*

Pour faire suite à l'échec de la réunion du comité de négociations commerciales du 29 avril dernier,<sup>2</sup> les représentants des pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont retrouvés pour faire part de leurs réflexions sur une façon de trouver une issue honorable aux négociations. Le plan proposé par le directeur général Pascal Lamy prévoit trois étapes : 1) l'élaboration d'un ensemble de mesures pour les pays les moins avancés ; 2) l'élaboration d'un ensemble de mesures consensuelles qui doivent faire l'objet d'une annonce en décembre 2011 ; 3) et la poursuite des discussions en vue d'obtenir un accord global incluant une entente sur la réduction tarifaire dans les domaines sensibles de l'accès aux marchés des produits industriels, agricoles et dans le domaine des services. En pratique cependant, l'exercice ressemble plus à une course vers un accord minimal à tout prix en décembre 2011 avant de fermer les livres.



L'Ambassadeur des États-Unis à l'OMC, Michael Punke.

*« Depuis 10 ans, nous travaillons à bâtir un accord complet, juste et ambitieux sur la base du mandat établi à Doha. Bien que nous discutons en ce moment des manières d'atteindre cet objectif unique en plusieurs étapes, ne nous leurrions pas. Nous parlons ici d'un changement radical dans la façon de concevoir ces négociations. »*

*– Micheal Punke, Déclaration devant le comité de négociation de l'OMC, 31 mai 2011.*

<sup>2</sup> Consulter la Chronique commerciale américaine vol 4, no 17, du 12 mai 2011, en ligne : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-4no17\\_10-05-11.pdf](http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-4no17_10-05-11.pdf)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

La recherche d'un accord avant décembre découle autant de considérations formelles que pratiques. Les pays partis aux négociations voudront présenter une annonce substantielle lors de la Conférence ministérielle qui se tiendra à Genève du 15 au 17 décembre 2011 et qui marquera les 10 ans du cycle de Doha. De plus, 2012 étant une année électorale, l'Administration démocrate ne voudra pas procéder à des concessions majeures qui lui aliéneraient sa base syndicale, plus que réticente au libre-échange. Étant données les divergences majeures qui séparent les positions américaines de celles des pays émergents, la poursuite des négociations en 2013 est envisagée avec pessimisme.

*« Les États-Unis s'engagent à explorer toutes les options, y compris, bien sûr, les questions relatives aux intérêts particuliers des PED. [...] Mais] pouvons-nous nous entendre sur ce que doit couvrir cet ensemble de mesures particulières ? Je noterais, à cet égard, que nous ne croyons pas qu'il y ait de consensus actuellement sur cette question, incluant celle de savoir si un tel consensus est possible avant décembre. »*

Même un accord minimal en décembre paraît incertain. Les États-Unis ne sont pas intéressés à un accord partiel qui grugerait leur marge de manœuvre dans des négociations futures sans rien obtenir en retour. Au niveau des tarifs douaniers, ils n'ont déjà presque plus rien à offrir et ils n'ouvriront leurs derniers secteurs protégés que contre une offre qu'ils jugent équitable. Et les pays pauvres n'ont pas grand-chose à offrir... Il semble donc bien fini le temps où les États-Unis prêchaient par l'exemple. De leur côté, les émergents, Chine en tête, ne voient pas grand intérêt dans une ouverture massive de leurs marchés comme le souhaiteraient les États-Unis pour les produits non agricoles. La plupart de ces pays ont connu une forte croissance de leurs exportations depuis 10 ans et libéralisent leur économie à leur rythme, et ce avec un succès certain. Un accord, même partiel, pourrait donc ne pas se matérialiser.

Sources: Michael Punke, « Ambassador Punke: Statement at the WTO Trade Negotiations Committee », *United States Mission to the United Nations and other International Organizations based in Geneva*, 31 mai 2011, en ligne : Geneva US Mission <http://geneva.usmission.gov/2011/05/31/ambassador-punkes-remarks-at-the-wto-tnc/> ; OMC, « Les Membres soutiennent le plan à trois vitesses proposé par M. Lammy pour un résultat en décembre », *Nouvelles*, 31 mai 2011, en ligne : WTO [http://wto.org/french/news\\_f/news11\\_f/tnc\\_infstat\\_31may11\\_f.htm](http://wto.org/french/news_f/news11_f/tnc_infstat_31may11_f.htm) ; Eric Wasson, « U.S. Lays Out Principles for Limited WTO Doha Package », *The Hill*, 31 mai 2011, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/163895-us-lays-out-principles-for-limited-wto-doha-package> ; Richard E. Baldwin, « OMC : Obama veut-il un accord ? », *Telos*, 10 mai 2011, en ligne: Telos <http://www.telos-eu.com/fr/article/omc-obama-veut-il-un-accord>

*APEC : Les États-Unis ont le regard rivé à l'ouest !*

Une rencontre de deux jours des ministres du Commerce du Forum de coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) à Big Sky au Montana a été l'occasion pour les États-Unis, qui président le groupe de 21 pays en 2011, d'affirmer leur vision de l'intégration régionale asiatique, une intégration qui doit englober le Pacifique selon Washington. Si l'APEC est apparu comme un groupe international moribond et secondaire au cours de la présidence de Georges W. Bush, les États-Unis tentent aujourd'hui de lui redonner une impulsion. À travers l'APEC, c'est avant tout leur relation avec la Chine que les États-Unis espèrent baliser. Les priorités américaines que sont le commerce des énergies vertes, la cohérence réglementaire et l'accès aux marchés étrangers pour les PME ont été au cœur des discussions des réunions à Big Sky.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

En marge de la réunion, les ministres participant aux négociations sur le Partenariat transpacifique (TPP) ont établi les objectifs à atteindre d'ici la réunion annuelle des chefs d'État et de gouvernement de l'APEC qui aura lieu à Honolulu en novembre de cette année. La réunion devait coïncider avec la conclusion des négociations, mais avec plus de 25 chapitres, les négociations du TPP s'étendront en 2012 et peut-être au-delà. Les ministres des neuf pays<sup>3</sup> participants aux négociations se sont cependant fixés comme objectif symbolique d'en définir les grandes lignes d'ici à novembre. Le prochain cycle de négociation du TPP doit avoir lieu du 20 au 24 juin 2011 à Ho Chi Minh ville, au Vietnam. Devant l'échec apparent des négociations multilatérales du cycle de Doha et le passage imminent des trois accords de libre-échange issus de l'ère Bush, le TPP, qui se veut un accord ouvert et un premier pas vers l'objectif d'une zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique, devrait s'imposer comme la principale initiative de libéralisation commerciale des États-Unis au cours des années à venir.

Pour consulter la déclaration officielle des ministres du Commerce de l'APEC à la réunion de Big Sky, les 19 et 20 mai, voir : APEC [http://www.apec.org/en/Meeting-Papers/Ministerial-Statements/Trade/2011\\_trade.aspx](http://www.apec.org/en/Meeting-Papers/Ministerial-Statements/Trade/2011_trade.aspx)  
Pour consulter la déclaration officielle de la réunion des ministres du Commerce des pays participants au TPP qui s'est réuni en marge de la rencontre de l'APEC à Big Sky le 19 mai, voir : <http://fpc.state.gov/163837.htm>

---

### Relations commerciales

*Dialogue stratégique et économique sino-américain. La Chine s'engage à libéraliser certaines pratiques controversées*

Le troisième *Dialogue stratégique et économique sino-américain* a eu lieu les 9 et 10 mai dernier. La rencontre annuelle offre un forum particulier aux hauts fonctionnaires des deux pays afin d'aborder les griefs et les tensions qui les divisent. Malgré le discours parfois vague du document final, les représentants américains se disent satisfaits d'avoir obtenu des engagements écrits de la part des représentants chinois sur au moins quatre points litigieux.

Premièrement, tel que promis par le Président Hu Jintao lors de sa visite officielle aux États-Unis en janvier 2011, les listes d'« innovations indigènes » seront éliminées.<sup>4</sup> Ces listes énuméraient des produits nationaux que les entreprises d'État chinoises devaient se procurer de façon prioritaire. Cette mesure était jugée outrageusement protectionniste par les États-Unis. Deuxièmement, la Chine s'est aussi engagée à promouvoir davantage les droits de propriété intellectuelle (DPI), notamment en augmentant le nombre de logiciels achetés légalement au sein du gouvernement. Ces engagements précédaient de quelques jours seulement la publication d'un rapport de l'US International Trade Commission (USITC) qui évalue à plus de 40 milliards de \$ É-U les pertes annuelles de l'industrie américaine à cause du piratage chinois.<sup>5</sup> Troisièmement, afin d'accroître la transparence gouvernementale, la Chine s'est engagée à publier 30 jours à l'avance tout changement réglementaire de nature économique ou commerciale. Cette mesure répond aux griefs de nombreuses entreprises américaines qui se plaignaient du caractère parfois

---

<sup>3</sup> Les neuf pays participant aux négociations du TPP sont : l'Australie, le Chili, les États-Unis, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, le Sultanat de Brunei, Singapour, et le Vietnam

<sup>4</sup> Pour un résumé des points saillants de la visite du président chinois Hu Jintao et une mise en contexte de la politique d'innovations indigènes, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no3, du 27 janvier 2011, en ligne : CEIM [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-4no3\\_2011-01-27.pdf](http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-4no3_2011-01-27.pdf)

<sup>5</sup> Le rapport de l'USITC intitulé *China: Effects of Intellectual Property Infringement and Indigenous Innovation Policies on the U.S. Economy* est disponible à l'adresse suivante : USITC <http://www.usitc.gov/publications/332/pub4226.pdf>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

imprévisible de l'environnement réglementaire chinois. Quatrièmement, la Chine s'est engagée à poursuivre la libéralisation de ses marchés financiers, notamment en permettant un plus grand accès aux entreprises américaines à son secteur de l'assurance.

Cependant, la Chine s'est montrée réticente à plier aux demandes de Washington, qui souhaite la voir abandonner le contrôle qu'elle exerce sur son taux de change. Néanmoins, l'appréciation progressive du renminbi, de l'ordre d'un peu plus de 5 % en deux ans, a été jugée suffisante par le département du Trésor pour ne pas qualifier la Chine de pays manipulateur de devise dans son plus récent rapport semi-annuel sur les taux de change.<sup>6</sup>

Sources : U.S Department of the Treasury, «The 2011 U.S.-China Strategic and Economic Dialogue U.S. Fact Sheet – Economic Track », *Press Release*, 10 mai 2011, en ligne : Treasury <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/TG1172.aspx> ; Paul Eckert et Doug Palmer, « China Eases Trade Rules, Allows U.S. Fund Sales », 11 mai 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/05/11/us-usa-china-idUSTRE7480DO20110511>

---

### Commerce international

*Assistons-nous à une croissance des mesures protectionnistes dans le monde ?*

Deux rapports sur le recours des États au protectionnisme depuis les débuts de la crise ont été publiés en mai, à quelques jours d'intervalle. Selon le plus récent rapport de surveillance des économies du G20 établi par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les mesures protectionnistes seraient en hausse au cours des six derniers mois. Selon un rapport publié par le *Carnegie Endowment for International Peace* (CEIP), le recours aux mesures protectionnistes en réaction à la crise économique et à la contraction du commerce reste somme toute limité et celles-ci n'affecteraient pas durablement le commerce international. Ces conclusions divergentes s'expliquent par les différentes approches employées, mais aussi par les objectifs politiques du premier rapport qui visent à dissuader les États de recourir à des mesures protectionnistes.

Le rapport bisannuel de l'OMC, l'OCDE et la CNUCED, commandé par le G20 en réponse à la crise depuis 2009, a pour objectif de compiler les mesures affectant le commerce mondial, protectionnistes comme libérales, dans le but d'éviter la croissance des mesures protectionnistes. L'étude démontre qu'un peu plus

*« Les problèmes de la dette souveraine, la hausse des prix des denrées alimentaires et autres produits de base, ainsi que les troubles sociaux dans les grands pays exportateurs de pétrole sont source d'incertitude pour l'avenir proche. »*

*– Rapport de l'OMC sur les mesures commerciales du G20, 24 mai 2011.*

de 120 nouvelles mesures protectionnistes ont affecté près de 0,6 % des importations des pays recensés. Elles sont plus nombreuses qu'au cours des périodes étudiées précédemment et font craindre à l'OMC une montée du protectionnisme dans un contexte de reprise anémique dans les économies développées. Le rapport identifie une série de facteurs de risque qui pourraient faire

---

<sup>6</sup> Le rapport semi-annuel du département du Trésor sur les taux de change peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.treasury.gov/resource-center/international/exchange-rate-policies/Pages/index.aspx>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

croître la pression des groupes d'intérêts sur les gouvernements et les inciter à protéger certains secteurs de leur économie. Comme principaux éléments favorisant l'incertitude et la lenteur de la reprise, le rapport cite notamment : le maintien de taux de chômage élevé dans les pays développés, les déséquilibres macroéconomiques mondiaux, en particulier la croissance des dettes souveraines, la volatilité des prix des matières premières, et l'instabilité politique dans les pays producteurs de pétrole.

Les 122 nouvelles mesures protectionnistes identifiées dans le rapport sont diverses, mais prennent principalement la forme de hausses de tarifs, de nouvelles licences à l'importation ou de quotas à l'exportation. Le rapport met l'emphase sur la menace posée par les quotas à l'exportation, que les règles multilatérales de l'OMC ne préviennent que difficilement. Le cas le plus patent est sûrement celui des contrôles par le gouvernement chinois des exportations de terres rares en 2010.<sup>7</sup> Cependant, bien que 82 % des 550 mesures protectionnistes recensées par le rapport depuis 2009 soient toujours en place, leur impact apparaît somme toute négligeable. Le commerce mondial a crû de 14,5 % en 2010 et il devrait toujours croître de 6,5 % en 2011, respectant ainsi la moyenne des dix dernières années. L'alarmisme du rapport est donc mitigé par la méthodologie employée, qui ne permet pas de mesurer clairement l'impact des mesures protectionnistes recensées.

*« Cette résistance au protectionnisme est le résultat d'une série de transformations structurelles et légales complexes de l'économie mondiale qui rend le recours à des mesures protectionnistes coûteux et déstabilisant et qui a créé de nouveaux intérêts particuliers qui souhaitent défendre les marchés libéralisés. »*

*– Uri Dadush, Shimelse Ali et Rachel Odell, Is Protectionism Dying?, p.1.*

Le rapport présenté par le CEIP, quant à lui, part justement du constat que l'impact des mesures protectionnistes en réponse à la crise est plutôt modeste, surtout lorsqu'on les compare aux autres crises économiques majeures du 20<sup>e</sup> siècle. Le rapport attribue cela à une conjonction de structures légales et commerciales qui limitent la capacité des États à

appliquer de telles mesures. Il identifie trois facteurs principaux qui dépassent la stabilité assurée par le simple cadre multilatéral de l'OMC. Premièrement, le développement des régimes légaux nationaux des principaux pays commerçants permet aujourd'hui aux entreprises lésées par des mesures protectionnistes d'en contester la légalité devant les tribunaux. Deuxièmement, l'enchevêtrement légal assuré par les accords de libre-échange, bilatéraux ou régionaux, diminue encore la marge de manœuvre unilatérale des États. Troisièmement, les nouvelles structures d'entreprises en réseaux et la croissance cumulative du commerce accroissent la nécessité de conserver les économies ouvertes. Bref, les impacts positifs immédiats des mesures protectionnistes n'apparaissent plus aussi clairement qu'auparavant.

Le G20 a raison de s'inquiéter d'un retour du protectionnisme dans le cadre d'une sortie de crise pour le moins ténue. Cependant, l'étude du CEIP nous rappelle avec justesse que les mécanismes qui ont permis l'émergence de mesures protectionnistes dans le passé sont aujourd'hui largement maîtrisés.

---

<sup>7</sup> Pour plus de détails sur le commerce des terres rares chinoises, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 3, no 29, du 2 novembre 2010, en ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-3no29\\_02-11-10.pdf](http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvol-3no29_02-11-10.pdf)





## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

Pour consulter le rapport de surveillance bisannuel des pratiques commerciales commandé par le G20, voir : WTO

[http://www.wto.org/french/news\\_f/news11\\_f/igo\\_24may11\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/news11_f/igo_24may11_f.htm)

Pour consulter le rapport du Carnegie Endowment for International Peace, « Is Protectionism Dying? », voir : CEIP

<http://carnegieendowment.org/publications/?fa=view&id=44209>

---

### Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

Travis MacArthur, « Trade Deficit with FTA Countries Continues to Climb », *Eyes On Trade*, 12 mai 2011, en ligne : Public Citizen <http://citizen.typepad.com/>

Doug Palmer, « US Mulls Labor Group Petition on Bahrain Trade Pact », *Reuters*, 12 mai 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/05/12/bahrain-usa-trade-idUSN1211542920110512>

Eric Martin, « Kirk Asks Trade Panel to Investigate Guatemala Labor Rights », *Bloomberg*, 16 mai 2011, en ligne : Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/2011-05-16/kirk-asks-trade-panel-to-investigate-guatemala-labor-rights-1-.html>

Eric Wasson, « WTO Upholds Some US Claims in Airbus Case », *The Hill*, 18 mai 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/161901-wto-upholds-some-us-claims-in-airbus-case>

David Gray, « China's Bold New Plan for Economic Domination », *The Atlantic*, 18 mai 2011, en ligne : The Atlantic <http://www.theatlantic.com/international/archive/2011/05/chinas-bold-new-plan-for-economic-domination/239041/>

Vicki Needham, « Baucus Presses Chinese Leader on Economic, Trade Issues », *The Hill*, 20 mai 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/162481-baucus-presses-chinese-leader-on-economic-trade-issues>

Doug Palmer, « No Happy End for Doha Trade Talks, ex-USTR Says », *Reuters*, 25 mai 2011, en ligne : Reuters <http://in.reuters.com/article/2011/05/24/idINIndia-57254620110524>

Stewart M. Patrick, « The G8 Proves its Relevance », *Council on Foreign Relations*, 27 mai 2011, en ligne : CFR <http://www.cfr.org/global-governance/g8-proves-its-relevance/p25141>

Howard Schneider, « Obama Hopes to Resurrect Influence of Asia-Pacific Economic Cooperation Forum », *Washington Post*, 29 mai 2011, en ligne : Washington Post [http://www.washingtonpost.com/business/economy/obama-hopes-to-resurrect-apec-influence/2011/05/26/AGf2JJEH\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/business/economy/obama-hopes-to-resurrect-apec-influence/2011/05/26/AGf2JJEH_story.html)

Moisés Naím, « End the Party Before Brazil's Bubble Bursts », *Financial Times*, 1er juin 2011, en ligne : CEIP <http://carnegieendowment.org/publications/?fa=view&id=44299>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

Vicki Needham, « Lawmakers Press for Strong Trade Rules for Vietnam », *The Hill*, 1er juin 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/164303-lawmakers-press-for-strong-trade-rules-for-vietnam>

Doug Palmer, « Republicans Mull if Trade Deals Worth Obama's Price », *Reuters*, 2 juin 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/06/02/us-usa-trade-workers-idUSTRE75150F20110602>

Claude Barfield, «The Trans-Pacific Partnership: A Model for Twenty-First-Century Trade Agreements? », *International Economic Outlook*, no. 2, juin 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/outlook/101052>

### Études économiques et commerciales :

United States International Trade Commission, « China: Effects of Intellectual Property Infringement and Indigenous Innovations Policy in the U.S. Economy », *USITC Publication 4226*, mai 2011, 308 p., en ligne : <http://www.usitc.gov/publications/332/pub4226.pdf>

Duncan Wood, « Mexico's 2012 Presidential Election and U.S.-Mexico Relations », *Center for Strategic and International Studies*, mai 2011, en ligne : <http://csis.org/publication/mexicos-2012-presidential-election-and-us-mexico-relations>

Martin Neil Baily, Bruce Katz et Darrell M. West, « Building a Long-Term Strategy for Growth through Innovation », *The Brookings Institution Papers*, mai 2011, en ligne : Brookings [http://www.brookings.edu/papers/2011/05\\_growth\\_innovation.aspx](http://www.brookings.edu/papers/2011/05_growth_innovation.aspx)

Aaditya Mattoo, Francis Ng et Arvind Subramanian, « The Elephant in the "Green Room": China and the Doha Round », *Peterson Institute Policy Brief*, mai 2011, en ligne : IIE <http://iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1830>

Ted Gayer, « U.S. Economic Challenges », *The Brookings Institution Speeches*, 19 mai 2011, en ligne : Brookings [http://www.brookings.edu/speeches/2011/0519\\_economic\\_challenges\\_gayer.aspx](http://www.brookings.edu/speeches/2011/0519_economic_challenges_gayer.aspx)

Bruce D. Jones et Richard Gowan, avec Emily O'Brien, « The G8 and the Threat of Bloc Politics in the International System », *The Brookings Institution Papers*, 24 mai 2011, en ligne : Brookings [http://www.brookings.edu/papers/2011/0524\\_g8\\_summit\\_jones.aspx](http://www.brookings.edu/papers/2011/0524_g8_summit_jones.aspx)

Stephen Ezell et Robert D. Atkinson, « Gold Standard or WTO-Lite?: Shaping the Trans-Pacific Partnership », *The Information Technology and Innovation Foundation*, 25 mai 2011, en ligne : ITIF <http://www.itif.org/publications/gold-standard-or-wto-lite-shaping-trans-pacific-partnership>

Department of the Treasury, *Report to Congress on International Economic and Exchange Rate Policies*, 27 mai 2011, en ligne : Treasury <http://www.treasury.gov/resource-center/international/exchange-rate-policies/Documents/FX%20Report%20Final%205-27-11.pdf>

Uri Dadush, Shimelse Ali et Rachel Odell, «Is Protectionism Dying? », *Carnegie Papers*, mai 2011, en ligne : CEIP <http://carnegieendowment.org/publications/?fa=view&id=44209>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 18, juin 2011

The Brookings Institution, « Improving AGOA: Toward a New Framework for U.S.-Africa Commercial Engagement », *Brookings Institution*, 1er juin 2011, 40 p., en ligne : Brookings

[http://www.brookings.edu/reports/2011/0601\\_improving\\_agoa.aspx](http://www.brookings.edu/reports/2011/0601_improving_agoa.aspx)

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)



**Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !**



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id\\_mot=278](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278)